

# OUTIL DE VEILLE MULTIRISQUES POUR LES PAYS CÔTIERS D'AFRIQUE DE L'OUEST

Bénin - Côte d'Ivoire - Ghana - Togo  
Au 31 mai 2023

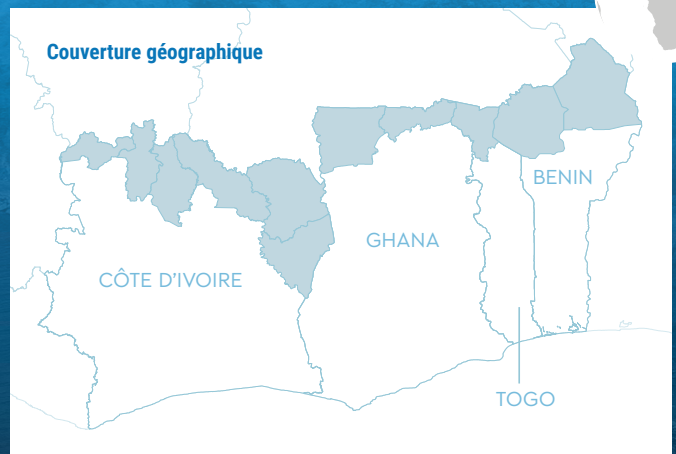
## Informations clés sur l'évolution du contexte (avril - mai 2023)

De manière générale, le contexte sécuritaire est resté stable au cours des mois d'avril et mai 2023. Aucune augmentation notable relative au nombre d'incidents de sécurité n'a été rapportée en comparaison avec les périodes précédentes. Cependant, certains changements de tendances ont été rapportés comme suit :

- Le **Bénin** a connu une hausse du nombre d'incidents de sécurité par rapport à la période de février-mars 2023. La nouvelle tendance enregistrée est l'augmentation du nombre d'incidents dans le département de l'Atacora qui usuellement bénéficiait d'une meilleure stabilité sécuritaire par rapport à celui d'Alibori.
- Au **Ghana**, on rapporte une hausse du nombre d'incidents de sécurité et une résurgence de tensions intercommunautaires dans la région de l'Upper East. À moyen terme, ces tensions pourraient être instrumentalisées par les groupes armés non étatiques et détériorer ultérieurement la situation sécuritaire.
- Le **Togo** a rapporté une baisse d'incidents de sécurité par rapport aux deux mois précédents. Malgré ceci, le nombre de victimes de l'unique attaque enregistrée reste très élevé.
- En **Côte d'Ivoire**, la situation est restée relativement calme et l'attention générale est focalisée sur la finalisation de la construction des sites d'accueil des réfugiés burkinabés, actuellement hébergés dans les communautés d'accueil. Les premiers réfugiés pourraient être accueillis dans les nouveaux sites en juillet. En matière d'assistance, les autorités se sont engagées à subvenir aux besoins des déplacés pendant trois à six mois avec leurs propres fonds<sup>1</sup>.
- Enfin, une récente étude menée par l'ISS (Institut d'Etudes de Sécurité) met en garde contre les risques liés à l'implication des communautés locales dans la mise en œuvre des mesures de prévention de l'extrémisme violent au Bénin et au Togo. Ces risques méritent d'être examinés afin d'apporter des réponses adaptées qui encourageront la participation des populations<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> "Réfugiés burkinabé en Côte d'Ivoire: de nouveaux sites en construction pour les accueillir", Bineta Diagne, RFI, 20 juin 2023. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230620-r%C3%A9fugi%C3%A9s-burkinab%C3%A8-en-c%C3%B4te-d-ivoire-de-nouveaux-sites-en-construction-pour-les-accueillir>

<sup>2</sup> "La collaboration population-État contre l'extrémisme au Bénin et au Togo : une arme à double tranchant", Jeannine Ella Abatan, ISS, 12 juin 2023. [https://issafrica.org/fr/iss-today/la-collaboration-population-etat-contre-l'extremisme-au-benin-et-au-togo-une-arme-a-double-tranchant?utm\\_](https://issafrica.org/fr/iss-today/la-collaboration-population-etat-contre-l'extremisme-au-benin-et-au-togo-une-arme-a-double-tranchant?utm_)



### Régions administratives

**Bénin** : Atacora, Alibori

**Côte d'Ivoire** : Folon, Bagoue, Poro, Tchologo, Bounkani, Gontougou

**Ghana** : Upper West, Upper East

**Togo** : Savanes

### Chiffres clés\* (janvier 2021 - mai 2023)

	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo
# de troubles sociaux	107	11	19	14
# d'incidents violents	170	34	24	33
Population à risque sur population totale	1,9M (16%) /11,9M	2,9M (11%) /22,9M	2,1M (7%) /29,3M	1,0M (13%) /7,9M

\* Comprend les régions administratives suivantes : Alibori, Atacora au Bénin ; Folon, Bagoue, Poro, Tchologo, Bounkani, Gontougou en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo.



**Mouvements de population** : Hormis la Côte d'Ivoire, tous les pays de la zone d'étude ont rapporté de nouveaux déplacements internes sur le territoire. La mise à jour des chiffres au Togo fait état d'une hausse de 62% sur les chiffres globaux, par rapport au mois d'octobre 2022. Pour les réfugiés, plus de 12 684 nouveaux réfugiés ont été signalés au cours des mois d'avril et de mai 2023, dont près de 7 000 individus pour la seule Côte d'Ivoire. L'instabilité sécuritaire dans les zones au Nord du Togo a poussé 4 800 personnes à chercher protection et refuge au Bénin.



**Accès aux services de base** : 17 écoles ont été fermées au Bénin à cause de l'instabilité sécuritaire, et respectivement 11 à Banikoara et 3 à Kérou ont été à risque de fermeture. Ceci affecte directement 4 292 élèves dans les départements de l'Atacora (1 855 élèves) et l'Alibori (2 437 élèves).



**Impact des inondations** : les régions au nord des pays côtiers risquent d'être affectées aussi par l'impact des inondations pendant la prochaine saison des pluies (juin à septembre). Les fortes précipitations risquent de détériorer les conditions d'accès physiques avec un impact sur les programmes d'assistance en cours. Les éventuelles inondations dans les communautés locales et les villages pourrait aussi engendrer la destruction des maisons et la perte de biens, endommager les infrastructures des services de base ainsi que causer la perte de production agricole. Cette situation risque d'augmenter le niveau de vulnérabilité auquel les populations locales sont déjà exposées.

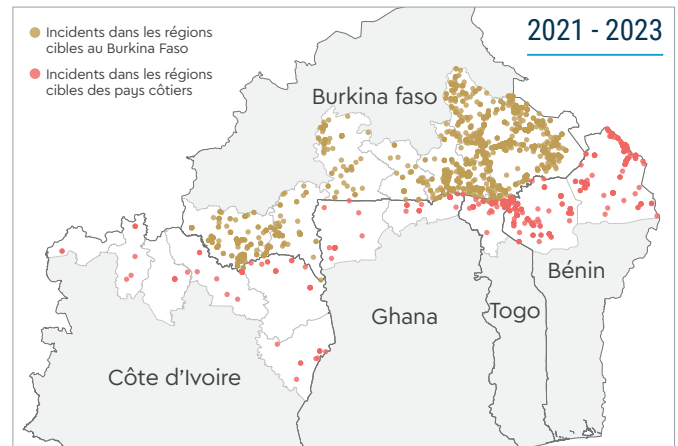
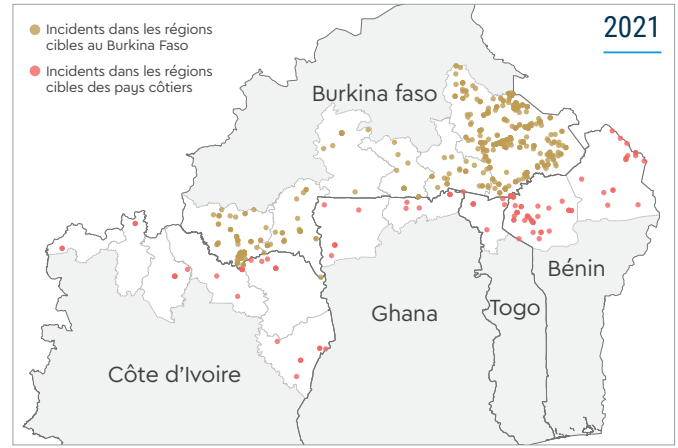
## Évolution des incidents sécuritaires<sup>3</sup>

Entre janvier 2021 et mai 2023, 412 incidents, incluant 151 troubles sociaux et 261 épisodes violents, ont été signalés dans les régions du nord du Bénin, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire.

Entre avril et mai 2023, les épisodes violents ont baissé d'une unité par rapport à la période février – mars 2023, une stabilité qui contraste avec les fluctuations observées au cours des derniers mois en considérant l'ensemble des zones affectées. Cependant, derrière cette apparente stabilité, plusieurs constats témoignent de la volatilité de la situation sécuritaire des pays côtiers. 76% des événements violents enregistrés sur la période avril-mai ont été enregistrés au Bénin. Cependant, contrairement à la distribution habituelle des incidents qui plaçait quasi systématiquement le Togo derrière le Bénin en termes de nombre d'incidents, une hausse des incidents violents est notée au Ghana avec 20% des événements enregistrés. La résurgence d'un conflit communautaire vieux de plusieurs décennies à Bakwu (Upper East), représente le principal moteur de cette augmentation. D'autres attaques ont aussi eu lieu dans le nord du Ghana, par des groupes armés non étatiques non identifiés.

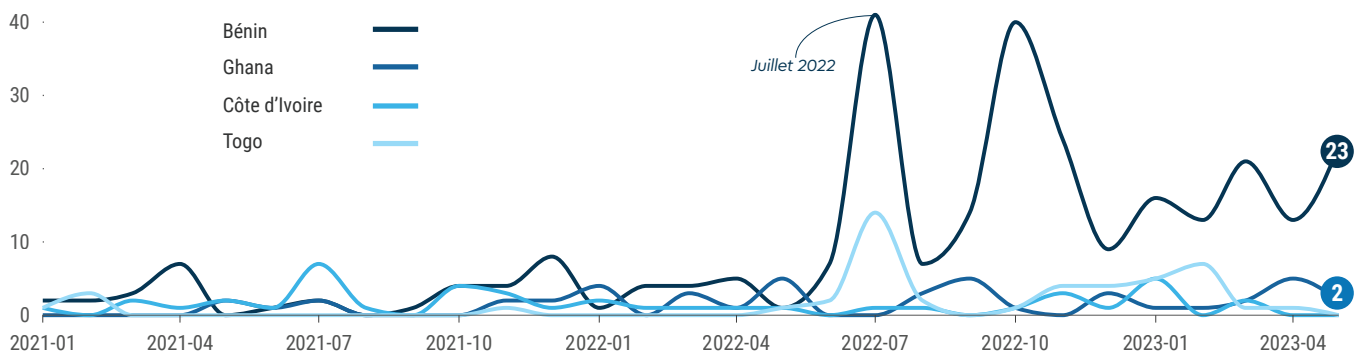
Au Togo, malgré une réduction considérable du nombre d'attaques de groupes armés non étatiques en avril – mai, plusieurs civils ont été tués dans l'unique attaque rapportée. La situation sécuritaire continue d'être particulièrement volatile, avec un risque d'attaques contre les personnes et les biens très élevé, notamment dans les zones proches de la frontière avec le Burkina Faso.

La tendance reste stable en Côte d'Ivoire où aucun incident violent n'a été rapporté durant la période considérée.



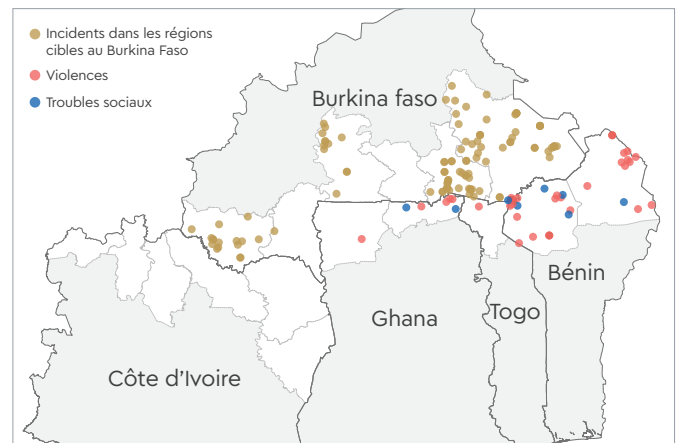
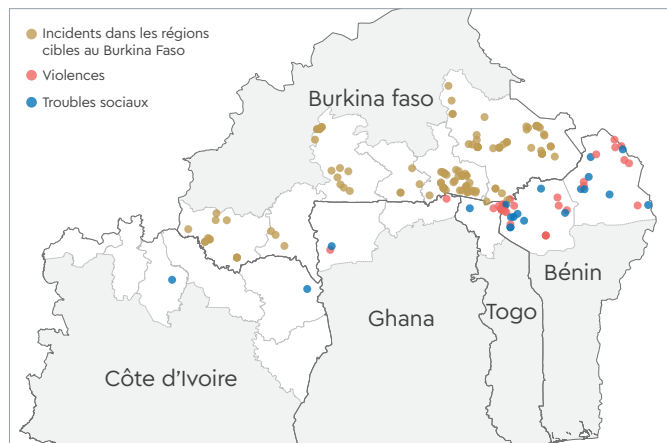
<sup>3</sup> Comprend les régions administratives suivantes : Alibori, Atacora au Bénin ; Folon, Bagoue, Poro, Tchologo, Bounkani, Gontougou en Côte d'Ivoire ; UpperEast, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo.

### Evolution des incidents violents par pays



### Février - Mars 2023

### Avril - Mai 2023



## Insécurité

Cette section examine l'évolution des incidents sécuritaires dans les pays côtiers pour les périodes comprises entre février - mars et avril - mai 2023. Les termes de «troubles sociaux» et «violences» servent à distinguer les manifestations, soulèvements populaires

et incidents impliquant les forces de l'ordre, défis sociétaux et des évènements violents tels que, attaques de groupes armés, conflits communautaires ou enlèvements.

### Bénin

Au cours de la période avril – mai 2023, les incidents sécuritaires dans les régions au nord du Bénin ont été en légère hausse avec 19 évènements enregistrés, contre 15 rapportés entre février et mars 2023. Cette hausse reflète les fluctuations régulières du nombre d'incidents violents habituellement observés dans le nord du pays d'un mois à l'autre. Même s'il ne s'agit pas de l'augmentation la plus importante enregistrée au cours des derniers mois, cette hausse traduit la dégradation progressive de la situation sécuritaire dans cette zone. Les attaques attribuées à des groupes armés, notamment dans les localités de Kaobagou et Guimbagou, en mai, causant la mort d'au moins 15 civils en sont une illustration.

Les incidents rapportés incluent des enlèvements, des violences contre des civils, des attaques contre des forces de sécurité et l'utilisation d'engins explosifs improvisés.

Alors qu'habituellement le département d'Alibori totalise plus d'incidents que celui d'Atacora, la situation s'est inversée durant la période de rapportage : 53 % des incidents violents sont rapportés dans le département de l'Atacora contre 47 % dans le département d'Alibori.

### Côte d'Ivoire

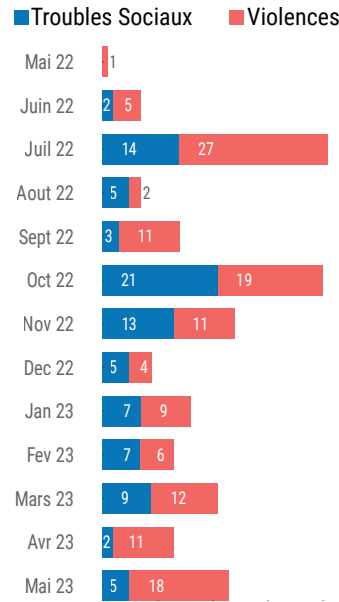
La tendance à la baisse du nombre d'incidents violents rapportés en Côte d'Ivoire depuis la fin 2022 se maintient en 2023. Alors qu'un seul incident violent a été noté durant la période février-mars, aucun incident violent n'a été rapporté entre avril et mai dans le nord du pays.

### Ghana

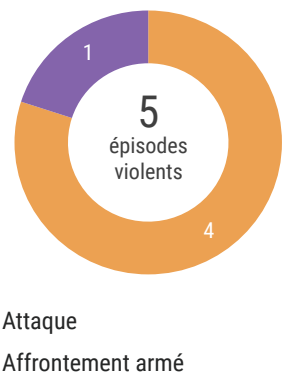
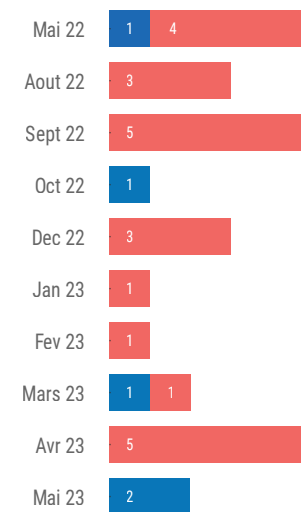
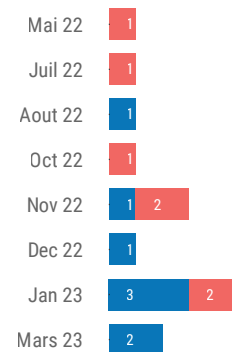
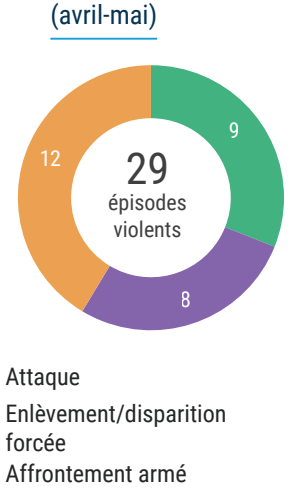
Dans les régions frontalières du Burkina Faso, cinq incidents violents ont été rapportés durant la période avril – mai contre deux seulement entre février et mars 2023. Il s'agit essentiellement d'attaques de groupes armés et de milices ethniques contre des civils et des forces de sécurité. La résurgence des violences intercommunautaires opposant les Mamprusi aux Kusasi à Bakwu (Upper East), depuis décembre 2022, contribue pour une large part à l'augmentation des violences dans le nord du pays. Au moins six civils ont été tués durant la période de rapportage.

La possibilité d'une instrumentalisation de ce conflit par les groupes armés en provenance du sud du Burkina Faso et l'attaque d'un groupe armé conduisant à la mort d'un agent d'immigration ont précipité le déploiement de forces de défense et de sécurité dans l'Upper East en avril. Les régions Upper East et Upper West totalisent respectivement 80% et 20% des incidents violents rapportés entre avril et mai.

#### Évolution des incidents sécuritaires



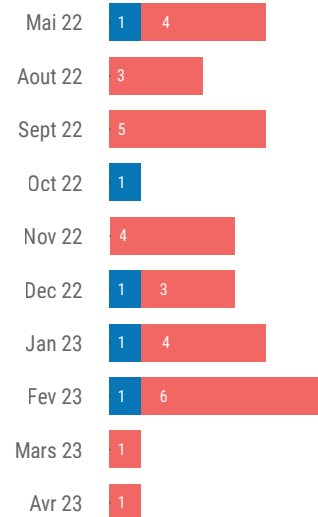
#### Violences par types (avril-mai)



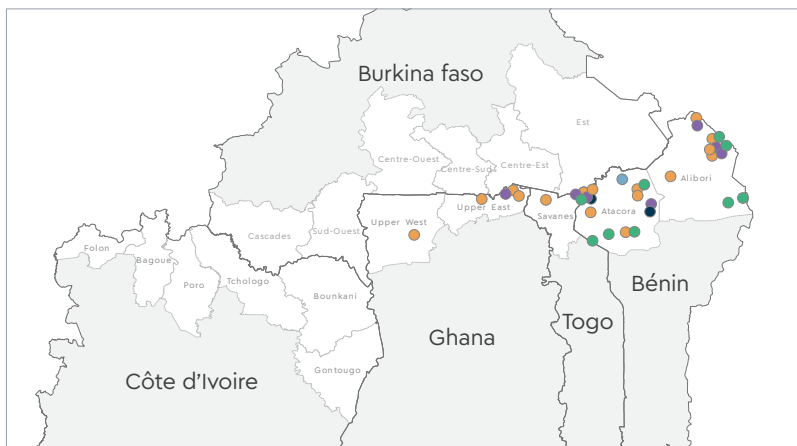
## Togo

Dans la continuité de la tendance observée en février – mars, les incidents violents ont considérablement baissé, passant de huit à un seul événement enregistré en avril – mai. Toutefois, l'évènement en question, attribué à un groupe armé non étatique, a causé la mort d'au moins six civils dans le village de Waldjouague (Savanes). Des biens ont été pillés ou brûlés durant l'attaque, y compris plusieurs boutiques qui servent de lieu de ravitaillement pour les villages environnants situés de part et d'autre de la frontière. L'attaque du 20 avril 2023 a poussé certains habitants à se déplacer vers des localités perçues comme plus sûres.

### ■ Troubles Sociaux ■ Violences



### Incidents sécuritaires par type entre avril et mai 2023



### Incidents par type

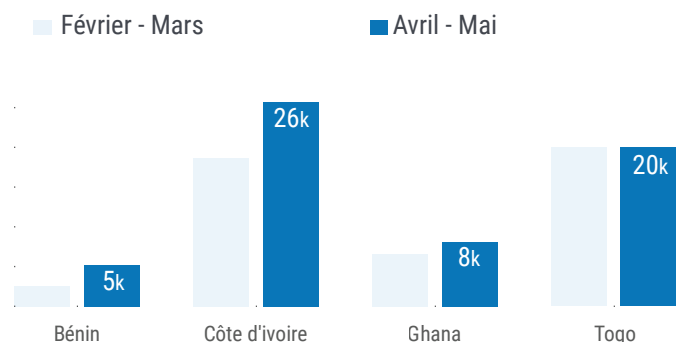
- Affrontement armé
- Pillage/destruction de biens
- Attaque
- Enlèvement/disparition forcée
- Perturbation de l'utilisation d'armes

## Dynamiques de déplacement

### Réfugiés<sup>4</sup>

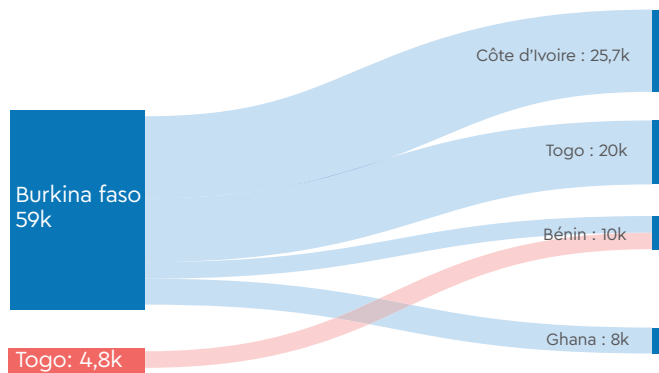
Alors que la situation sécuritaire reste précaire et les actes de violence continuent d'être rapportés au Burkina Faso, l'afflux de personnes fuyant vers les pays côtiers continue d'être observé, avec plus de 12 684 nouveaux réfugiés signalés au cours des mois d'avril et de mai, dont près de 7 000 individus pour la Côte d'Ivoire. La situation est exacerbée par le débordement du conflit au-delà des frontières du Burkina Faso et par les attaques de villages dans le nord du Togo, qui ont poussé 4 800 Togolais à fuir vers le Bénin à la recherche de protection. A la date du 31 mai 2023, le nombre total de réfugiés venant du Burkina Faso dans les pays côtiers s'élève à 59 031 individus répartis comme suit : 25 719 en Côte d'Ivoire, 20 000 au Togo, 8 112 au Ghana et enfin 5 200 individus au Bénin.

### Réfugiés venant du Burkina Faso par pays



<sup>4</sup> Données de référence mises à disposition par le bureau régional de UNHCR. Les données incluent les personnes enregistrées par le HCR et non enregistrées.

## Provenance des réfugiés et des demandeurs d'asile<sup>5</sup>



	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo	Total
Burkina Faso	5 200	25 719	8 112	20 000	59 031
Togo	4 800	-	-	-	4 800
<b>Total</b>	<b>10 000</b>	<b>25 719</b>	<b>8 112</b>	<b>20 000</b>	<b>63 831</b>

## Déplacements internes<sup>6</sup>

Au Bénin, selon le ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, au mois d'octobre 2022, 1 231 déplacés internes ont été rapportés dans la Commune de Matéri.

Concernant le Togo, la révision des données officielles rapportées au 15 décembre 2022, par l'Association Nationale de la Protection Civile, fait état de 6 008 personnes déplacées internes (1 148 ménages) dans la région de Savanes. Cela représente une augmentation de 62% par rapport aux données d'octobre 2022, qui faisaient référence à 2 289 PDI. Le 21 avril 2023, un total de 3 158 personnes déplacées internes sont rapportés par le Service de l'Immigration du Ghana, les populations se trouvant dans les régions de Zebilla (802 PDI), de Pulmakom (255 PDI) et de Bawku/Missiga (2 131 PDI) au nord du pays.

Au 31 mai 2023, en Côte d'Ivoire, aucun déplacement interne de la population n'a été enregistré de manière officielle par les autorités locales, durant la période observée.

	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo	Total
	1 231	0	3 158	6 008	10 397

## L'environnement logistique<sup>7</sup>

### Handicap, âge, genre : considérations locales et accès aux marchés

**Zones couvertes :** Echelle préfectorale et départementale : Préfectures de l'Oti et Oti-Sid, Togo et Départements de l'Alibori et l'Atacora, Bénin.

#### Bénin

Tous les marchés évalués dans les 02 départements n'ont pas de considérations locales empêchant l'accès aux marchés pour les personnes en situation de handicap (visuel, auditif, intellectuel, physique, etc.). Le genre n'est pas un facteur limitant l'accès des usagers dans les marchés évalués dans les 02 départements. L'accès aux marchés est ouvert aux hommes et aux femmes. Les marchés évalués n'ont que peu de considérations locales limitantes en fonction de l'âge ; la réponse positive concerne des considérations concernant la sécurité mais pas de restrictions d'ordre croyances / considérations.

L'environnement des marchés et leur accessibilité aux personnes handicapées dépend de leur praticabilité en saison de pluie, de l'existence des signalétiques d'accessibilité et des toilettes accessibles. Les marchés qui sont sujets aux inondations ne sont pas praticables ou ne le sont que partiellement aux personnes en situation de handicap.

La majorité des marchés évalués dans les 02 départements ne sont pas dotés de signalétique d'accessibilité.

Dans la majorité des marchés évalués également, les toilettes sont inexistantes. Dans les cas où elles existent, elles sont rarement accessibles pour les personnes en situation de handicap. Aussi, l'état de salubrité de ces toilettes laisse parfois à désirer.

#### Togo

Il n'existe aucune pratique/considération locale liée au handicap, au genre ou à l'âge susceptible d'empêcher une couche sociale de fréquenter les marchés. En conséquence, les 15 marchés évalués dans les deux préfectures sont accessibles à toutes les couches sociales sans aucune discrimination.

Seuls les marchés de Mango, Barkoissi, Sagbiébou et Tchamonga (04/15) sont équipés de rampes pleines afin de faciliter la mobilité des personnes en situation de handicap moteur aux marchés. Seuls les marchés de Mango et Sagbiébou (02/15) disposent de toilettes. Elles sont équipées; une partie réservée aux hommes et une autre réservée aux femmes, mais sans aménagement pour les personnes en situation de handicap. Aucun marché sur les 15 évalués dans les deux préfectures ne dispose de signalétique d'indication des zones, services ou bâtiments.

En résumé, les équipements d'accessibilité sont majoritairement inexistantes dans les marchés des deux préfectures. Donc l'accessibilité et le profil des services offerts par les marchés sont plus difficiles pour les personnes en situation d'handicap ou même plus âgées.

<sup>5</sup> Données de référence mises à disposition par le bureau régional de UNHCR. Les données incluent les personnes enregistrées par le HCR et non enregistrées.

<sup>6</sup> Analyse et données de référence mis à disposition par le bureau régional de l'OIM.

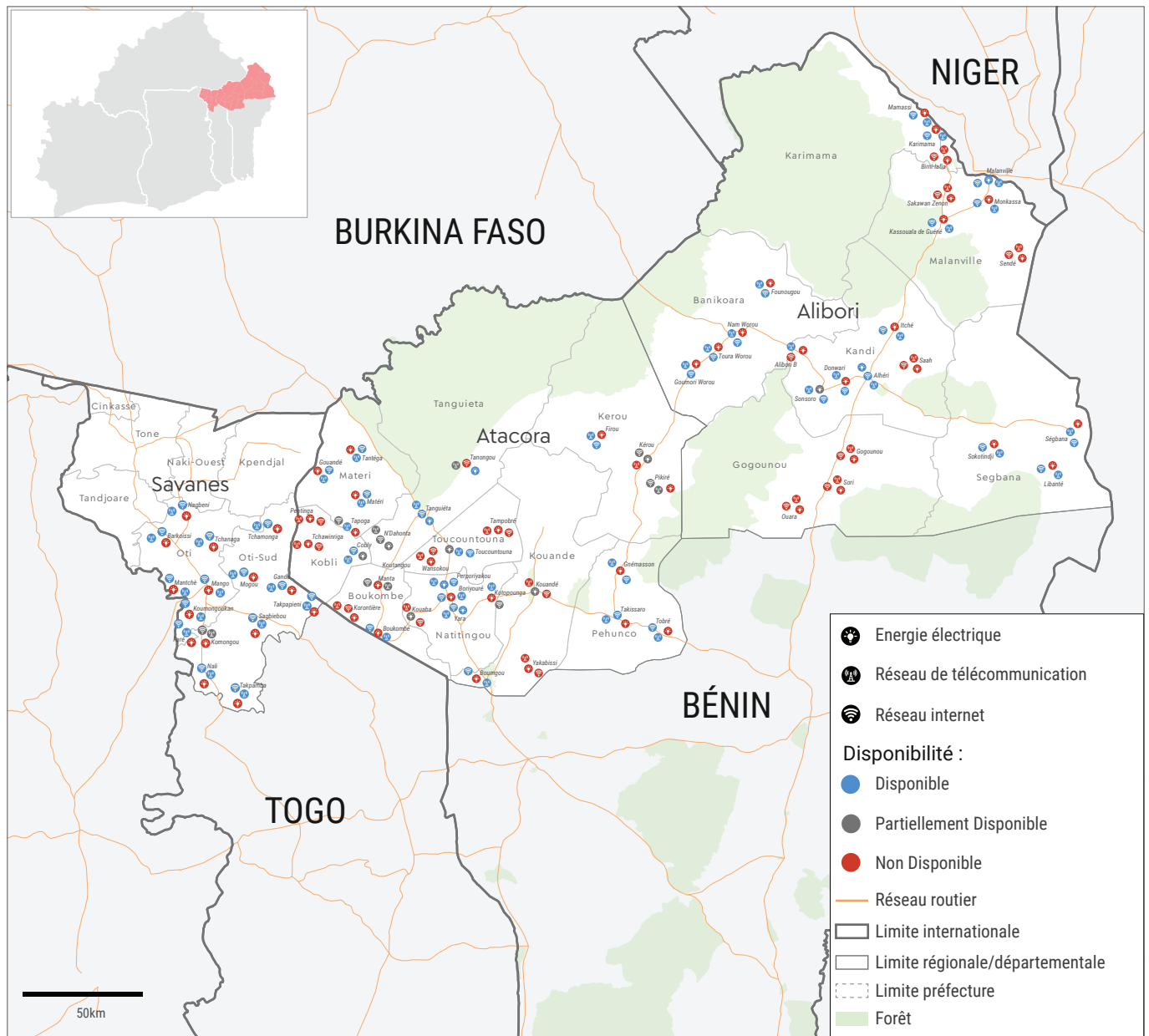
<sup>7</sup> Analyse et données de référence mis à disposition par Handicap International (HI).



## Vulnérabilité des marchés – accès aux réseaux télécoms, internet et électricité

En termes d'accès aux réseaux de télécommunication (téléphone et internet) et aux réseaux électriques, on constate que les marchés évalués au Bénin (départements de l'Alibori et de l'Atacora) disposent de manière générale d'un plus faible accès que les marchés évalués au Togo ; en considérant que moins de marchés ont été évalués par le projet Signal au Togo. En effet, on peut remarquer qu'au Bénin plusieurs marchés évalués, notamment ceux de Pentinga, Tchawaringa, Korontière, Tampobrè dans le département de l'Atacora et ceux de Sendè, Saah, Sori et Ouara dans le département de l'Alibori ne disposent ni de réseau de télécommunication ni de réseau électrique, au vu de leur caractère rural et isolé. En revanche, aucun des marchés évalués dans les préfectures de l'Oti et de l'Oti-Sud au Togo ne dispose de courant, ce qui implique une moins bonne conservation des denrées et une animation exclusivement en journée. La couverture de réseaux de télécommunication est « bonne » sur ces marchés à l'exception de Komongou (Oti-Sud).

### Disponibilité de l'électricité, de l'internet et du réseau de télécommunication dans les marchés au Togo et Bénin<sup>8</sup>



<sup>8</sup> Projet Signal, représentants de marchés, Octobre - Novembre 2022, Handicap International (HI)

## Violences Basées sur le Genre<sup>9</sup>

Dans un contexte fragilisé par l'instabilité sécuritaire, le suivi des aspects liés à la protection reste une priorité pour assurer la complétude du suivi multirisques

### Côte d'Ivoire

D'après l'analyse des risques de Protection et notamment de la situation des réfugiés produit par le UNHCR au nord de la Cote d'Ivoire et les résultats du rapport du Système de Gestion des Informations sur la Violence basée sur le Genre (GBVIMS) de 2022, il en ressort principalement que :

38% des femmes de ces populations réfugiées sont à risque de protection, y inclus la VBG

59% des réfugiés enregistrés sont des enfants, parmi eux 31% sont à risque de protection, y inclus la VBG

46% des populations enregistrées sont des filles et femmes en âge de procréer (13 à 49 ans).

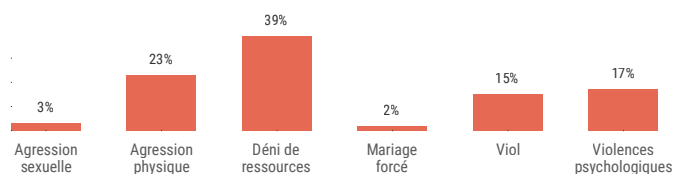
### Principaux facteurs risques de VBG

#### identifiés

- Mouvements forcés des populations
- Insécurité généralisée, Menaces, Intimidation par des groupes armés non identifiés

En moyenne, la tendance en 2022 des typologies des cas d'incidents déclarés variait comme suit : 23% des cas sont des agressions physiques, 39% des dénis de ressources d'opportunité ou de service. 18% sont des violences sexuelles, 17% des violences psychologiques et 2% sont des mariages forcés. 99% des cas sont déclarés par des filles et femmes dont les femmes en grande majorité.

### Différents types de VBG déclarées en 2022<sup>10</sup>



<sup>9</sup> UNFPA

<sup>10</sup> Rapport annuel du Système de Gestion des Informations sur la Violence basée sur le Genre (GBVIMS) 2022



## GROUPE RÉGIONAL D'ANALYSE INTERSECTORIELLE

Le GRANIT a été conçu en 2021 à Dakar à l'initiative d'OCHA, OIM et de REACH avec l'appui des Groupes Sectoriels Régionaux, des agences du SNU et des ONG.

Le GRANIT cherche à créer un forum d'experts techniques et gestionnaires de l'information afin d'ouvrir la voie à une approche analytique de type régionale, holistique et inter sectorielle pour informer les phases de préparation et de réponse aux crises.

### Méthodologie

L'outil de veille vise à assurer le suivi de l'évolution de la situation dans les pays ciblés avec une approche multirisque.

Pour ce faire, 15 indicateurs ont été sélectionnés par le groupe régional d'experts en préparation et réponse aux urgences et les membres du GRANIT.

L'évaluation de la situation est élaborée par le groupe d'experts qui collaborent au GRANIT.

La qualité de l'analyse est influencée par la complétude des données/information disponibles.

La fréquence de mise à jour est bimestrielle. Un découpage de la zone frontalière des pays (Alibori, Atacora au Bénin ; Savanes, Zanzan en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo) a été fait pour réduire la zone d'étude.

### Pistes de réflexion proposées

- i. Assurer un suivi régulier de l'évolution de la situation sécuritaire dans les zones au sud du Burkina Faso et les zones nord des pays côtiers, tout le long de la frontière.
- ii. Améliorer l'analyse et la désaggrégation des incidents sécuritaires, avoir une meilleure lecture des dynamique internes dans les pays côtiers et mieux orienter les activités de veille et les décisions autour de la préparation et la réponse aux urgences.
- iii. Approfondir l'analyse des liens entre les anomalies négatives de biomasse dans les pays du Sahel central et les fréquences des conflits / conflits fonciers dans les pays côtiers.
- iv. Assurer un suivi régulier des mouvements de populations dans les pays ciblés.
- v. Compléter la collecte des données, pour renseigner les autres indicateurs sélectionnés pour l'outil de veille multirisques afin d'avoir une meilleure visibilité sur l'évolution du contexte.

### Information sur les indicateurs

Ces indicateurs font référence à la méthodologie de veille élaborée par les experts sectoriels et les membres du GRANIT. Il est à souligner que seuls trois des 15 indicateurs présentés ci-dessous sont pris en compte dans ce rapport. L'ambition du GRANIT est de pouvoir inclure une analyse basée sur l'ensemble des indicateurs dans les rapports futurs, selon la disponibilité des données.

#### # Réfugiés

**Thématique :** 1.a Mouvement des populations

**Source :** UNHCR Data portal

**Pays disponibles :** Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana

**Variables à suivre :** Tous les réfugiés

#### # Personnes déplacées internes (PDI)

**Thématique :** 1.a Mouvement des populations

**Secteur :** Protection

**Indicateur équivalent :** Humanitarian Indicator Registry

**Code indicateur équivalent :** P6-2



---

## # Troubles sociaux

**Thématique** : 2. Incidents de sécurité

**Secteur** : Protection

**Source** : ACLED

**Pays disponibles** : Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana

**Variables à suivre** : Arrestations ; Force excessive contre les manifestants ; Violence populaire ; Manifestation avec intervention des forces de l'ordre ; Manifestation violente

**Note** : Tensions internes/violences

---

## # Violences

**Thématique** : 2. Incidents de sécurité

**Secteur** : Protection

**Source** : ACLED

**Pays disponibles** : Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana

**Variables à suivre** : Enlèvement/disparition forcée ; Frappe aérienne/ par drone ; Affrontement armé ; Attaque ; Utilisation perturbée des armes ; Grenade ; Explosif à distance/mine terrestre/IED ; Attaque par obus/artillerie/missile ; Violence sexuelle en temps de guerre; Attaque suicide ; Pillage/destruction de biens

**Note** : Violence externe

---

## # centres médicaux attaqués

**Thématique** : 3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux

de base

**Secteur** : Santé

**Sources** : Services nationaux de santé

**Indicateur équivalent** : Humanitarian Indicator Registry

**Code indicateur équivalent** : P2

**Note** : Pour cet indicateur, on s'intéresse au nombre de centres qui ont été ciblés, pour mieux comprendre l'évolution de la violence

---

## # de centres médicaux affectés

**Thématique** : 3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base

**Secteur** : Santé

**Sources** : Services nationaux de santé

**Note** : Pour cet indicateur, nous voudrions avoir une idée du nombre de centres qui ont vu diminuer leur activité pour des problèmes liés au conflit (i.e : centres où le personnel a arrêté d'y aller ; manque de médicament ; etc)

---

## # écoles (non) fonctionnelles en raison de l'insécurité

**Thématique** : 3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base

**Secteur** : Éducation

**Sources** : BdD nationaux / évaluations EiE



# OUTIL DE VEILLE MULTIRISQUES POUR LES PAYS CÔTIERS D'AFRIQUE DE L'OUEST

Bénin - Côte d'Ivoire - Ghana - Togo  
Au 31 mai 2023



Merci de Scanner pour les dernières mises à jour

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse  
des données disponibles.*

*Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences,  
acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

*ACLEDD est la source de toutes les données relatives  
aux incidents de sécurité dans ce document.*